

NUMÉRO 17

— NOVEMBRE 2017

L'Éclaireur

Le point mensuel des gérants de WeSave.fr

wesave.fr
investissons l'avenir

/ SOMMAIRE

02 L'éclairage du gérant
05 Points macro et marchés
06 Vues des actifs

09 Nos vues tactiques et stratégiques
10 Pour aller plus loin

Vincent Lequertier - Gérant Senior chez WeSave

L'ÉCLAIRAGE DU GÉRANT

Novembre 2017



Une relance par la fiscalité aux USA contre-productive pour les marchés ?

L'hypothèse d'une baisse imminente de l'impôt sur les sociétés aux États-Unis a favorisé l'accélération haussière des marchés américains. Le Russell 2000, indice des sociétés de petites capitalisations boursières américaines, a ainsi gagné +8.64 % entre le 15 août et la fin octobre contre « seulement » +4.49 % pour le S&P500, les entreprises domestiques américaines étant celles ayant le plus à gagner de cette réforme fiscale. Mais la proposition de l'Administration Trump de baisser l'impôt sur les sociétés n'est-elle pas susceptible d'engendrer à court terme, puis à plus long terme, des évolutions boursières contrastées ?

Le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin, a lancé cette alerte mi-octobre : « Si la réforme passe, le marché continuera de grimper. Mais je suis sûr que si elle ne passe pas, vous allez voir une inversion significative de ces gains. » Cet avertissement est bien entendu une intimidation faite aux parlementaires réticents à donner leur aval à cette réforme fiscale, mais il est cependant en partie fondé. Parce qu'ils sont tenus de produire des études rigoureuses, les analystes

financiers n'intègrent pas ou très peu l'hypothèse d'une baisse de la fiscalité des entreprises. En revanche, les investisseurs peuvent inclure de tels postulats dans leurs valorisations des sociétés. C'est pourquoi, bien qu'impossible à chiffrer avec précision, les cours de bourse incorporent déjà une partie du potentiel d'amélioration des bénéfices à venir des entreprises dû à cette réforme fiscale envisagée. L'actuelle cherté relative des actions américaines par rapport à leurs homologues internationales trouve là une explication partielle. Steven Mnuchin a probablement raison : si la réforme fiscale venait à échouer, les actions américaines baisseraient vraisemblablement, mais l'ampleur ou la durée de ce repli est impossible à anticiper avec précision.

Sans considérer un échec complet, l'ampleur de la réforme envisagée pourrait aussi décevoir. L'Administration Trump communique en effet sur l'objectif de ramener de 35 % à 15 % l'impôt sur les sociétés. Pour autant, les stratèges et la plupart des investisseurs retiennent une hypothèse plus

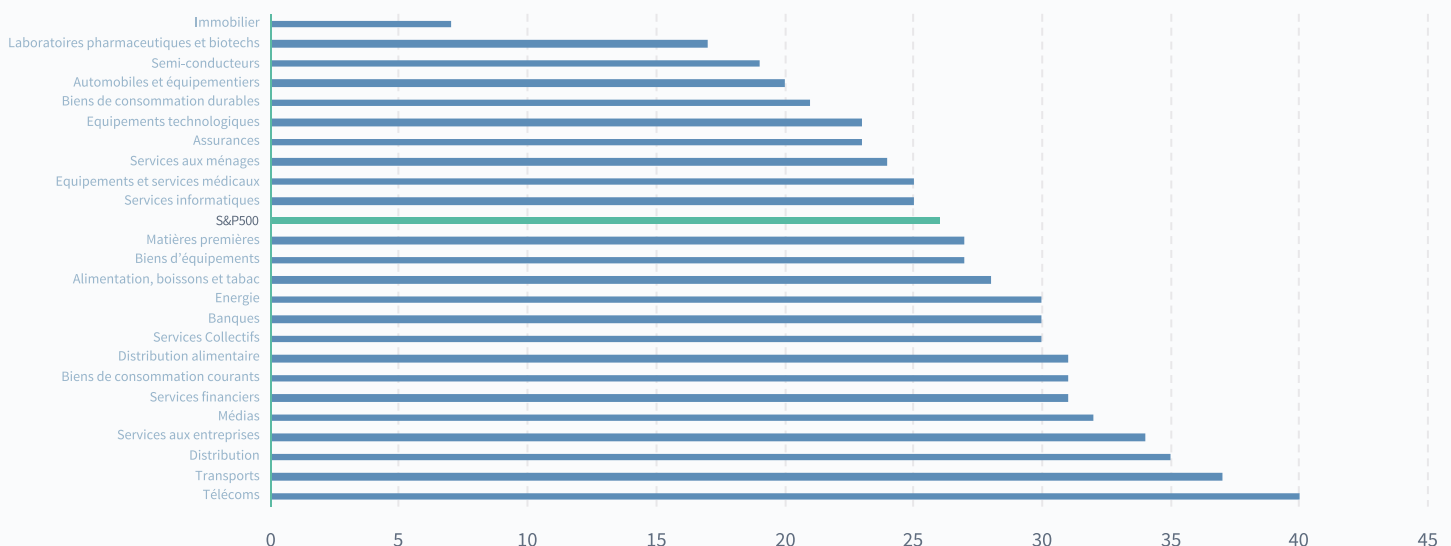


vraisemblable de 20 % à 25 %. Au-delà des clivages politiques et de la personnalité controversée de D. Trump, la principale difficulté pour faire adopter cette réforme fiscale est que son financement est mal bâti. Pour compenser le déficit de recettes fiscales qu'il entraînerait, de très importantes économies sont envisagées, notamment sur la protection sociale : c'est le motif du débat animé entourant la réforme de l'Obamacare. L'Administration Trump souhaiterait ainsi économiser 1000 Mds \$ sur l'Obamacare (120 Mds \$ par an). Mais les Démocrates, et même plusieurs élus Républicains, sont hostiles à une telle décision, car près de 23 millions d'Américains en souffriraient, et ce alors que se tiendront en 2018 les élections de mi-mandat. Le difficile assentiment des parlementaires, tant sur l'Obamacare que sur la baisse de fiscalité des entreprises, pourrait aboutir à un plan finalement édulcoré, et donc en deçà des attentes déjà prudentes des investisseurs. Si tel était le cas, les actions américaines pourraient là encore baisser. Toutefois, l'accord bipartisan sur le financement de l'État et sur

le plafond de la dette négocié par D. Trump renforce la probabilité de trouver une proposition consensuelle sur cette réforme fiscale.

Même dans l'hypothèse d'une réforme qui serait à la hauteur, voire qui dépasserait les attentes des investisseurs, il n'est pas impossible que ceci puisse paradoxalement entraîner des ventes sur les actions américaines. La très forte hausse des marchés américains a en effet engendré d'importantes plus-values boursières pour les institutions financières qui en sont détentrices. Dès lors, plusieurs d'entre elles pourraient être tentées de saisir l'opportunité d'une fiscalité allégée pour céder dans de meilleures conditions financières certaines participations. Le milliardaire Warren Buffett, référence pour de très nombreux investisseurs, a ainsi indiqué lors d'une interview accordée à CNBC que si son groupe cédait par exemple pour 1 Mds \$ d'actifs, il serait imposé aujourd'hui à hauteur de 350 M \$ alors que si la réforme fiscale était approuvée, il n'aurait à payer que

Taux d'imposition effectif, par secteur, des entreprises américaines
(en pourcentage)



Sources : Wall Street Journal, WeSave



250 M \$ d'impôts. À l'instar de Warren Buffett, de nombreux investisseurs pourraient être tentés, par effet d'aubaine, de céder des participations lorsque la fiscalité aura été abaissée.

“
En fin de compte, l'adage boursier « achetez la rumeur, vendez la nouvelle! » s'imposera-t-il alors à brève échéance?
 ”

Les vues exposées précédemment ne prennent en compte que des flux potentiellement sortants des marchés d'actions, mais il faut bien entendu aussi considérer le nécessaire réemploi des capitaux ainsi libérés et surtout envisager des flux financiers entrants. Une baisse de la fiscalité permettrait aux entreprises américaines de dégager plus de bénéfices pouvant être consacrés à des investissements de capacité et de productivité, et donc de créer des emplois additionnels. Si tel était le cas, ces entreprises reconstitueraient des perspectives de croissance d'activité et de bénéfices futurs, incitant les investisseurs de tous horizons à acheter ces sociétés en bourse. L'investissement des entreprises pourrait aussi s'effectuer sous la forme d'achat d'autres entreprises. En dégageant plus de bénéfices grâce à l'allègement fiscal, les trésoreries nettes seraient plus conséquentes, augmentant d'autant la capacité d'acquisition de sociétés concurrentes. De

plus, l'abaissement de la fiscalité faciliterait l'atteinte du point mort financier après l'acquisition, d'où un moindre risque d'échec. À défaut d'investir, les sociétés pourraient aussi intensifier les dividendes versés à leurs actionnaires, ou bien elles pourraient doper les plans de rachats de leurs propres actions, de quoi nourrir encore plus la hausse de la bourse. Ainsi, les flux vendeurs issus de quelques institutions financières pourraient être largement compensés par les soutiens engagés par les entreprises elles-mêmes. De plus, le réemploi des capitaux cédés sur les actions est aujourd'hui complexe dans un contexte de remontée graduelle des taux d'intérêts, notamment du fait des moindres injections financières par les banques centrales.

Un repli temporaire des actions américaines peut être envisagé du fait de la réforme fiscale sur les sociétés. Toutefois, les investisseurs internationaux seront vite tentés d'acheter à nouveau ces mêmes actions plutôt que d'investir sur des obligations aux rendements très faibles, d'autant plus que les banques centrales pourraient précipiter leurs désengagements en cas d'accélération du cycle économique et de l'inflation, faisant alors baisser les marchés obligataires.

Macro-économie

- Une des caractéristiques de la reprise économique des dernières années est que peu d'inflation a accompagné ce regain d'activité.
- Les banques centrales ont même été contraintes d'engager des soutiens monétaires massifs (i.e. « quantitative easing ») afin d'éviter une éventuelle spirale déflationniste.
- Bien qu'elle pénalise le pouvoir d'achat, l'inflation a en fait des aspects favorables : elle incite à accélérer les dépenses,

Conséquence pour les portefeuilles

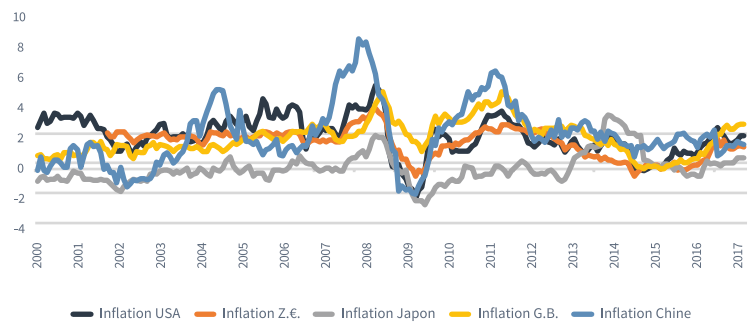
La reprise économique paraissant plus pérenne et quelques signes d'inflation se manifestant, les banques centrales commencent à retirer graduellement leurs soutiens monétaires extraordinaires. Les obligations pourraient souffrir à la fois de la moindre intervention des banques centrales, mais aussi d'une inflation qui pénaliserait des rendements obligataires encore très bas. Les entreprises pourraient en revanche profiter de ce regain d'inflation pour faire passer des hausses de prix et améliorer ainsi leurs bénéfices, ce qui soutiendrait les marchés d'actions.

ce qui soutient la croissance et en fin de compte les salaires.

- La hausse des prix des matières premières depuis début 2016 a provoqué un regain d'inflation, mais c'est surtout le redémarrage des salaires qui conforterait le rebond actuel de l'inflation.
- Aux États-Unis, les entreprises ont désormais du mal à recruter des salariés qualifiés, ce qui devrait entraîner une accélération de l'inflation par les salaires.



Rythme annuel d'inflation dans les grands pays ou zones (en %)



Sources : Bloomberg, WeSave

Marchés financiers

- Depuis la fin août, les actions espagnoles sous-performent très significativement les actions de la zone euro, le différentiel étant de 5,21% en seulement 2 mois.
- La volonté d'indépendance de la Catalogne perturbe fortement la cohérence politique nationale et risque de disperser le gouvernement de ses missions traditionnelles, notamment quant à ses efforts de redressement

Conséquence pour les portefeuilles

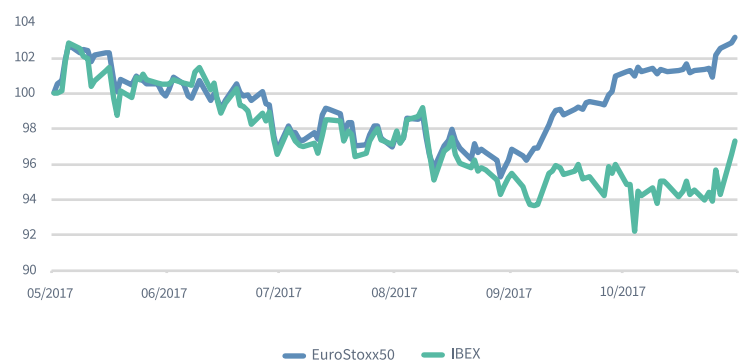
Les aléas politiques incitent les investisseurs internationaux à appliquer une décote spécifique aux actions du pays, comme le montre le cas espagnol. Si l'instabilité politique devait revenir structurellement au sein de l'Union Européenne, l'euro pourrait corriger après avoir fortement progressé en 2017. Un repli de l'euro soulagerait les sociétés exportatrices de la zone mais renchérirait en revanche le coût des importations. Les incertitudes politiques peuvent également pénaliser les obligations souveraines des pays troublés, d'où l'écartement récent entre le rendement des obligations souveraines à 10 ans de l'Espagne et celles de l'Allemagne.

de l'économie espagnole.

- La tentation indépendantiste espagnole a fait des émules puisqu'en Italie la Lombardie et la Vénétie ont également effectué un référendum consultatif afin d'obtenir plus d'autonomie et ce, alors même que l'issue des élections nationales au printemps 2018 est très incertaine.



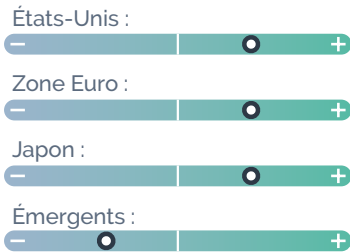
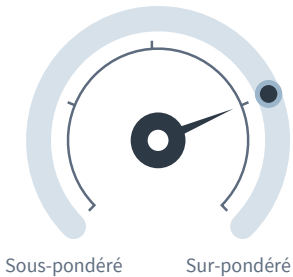
Découplage entre les grandes actions de la zone euro et l'indice espagnol



Sources : Bloomberg, WeSave

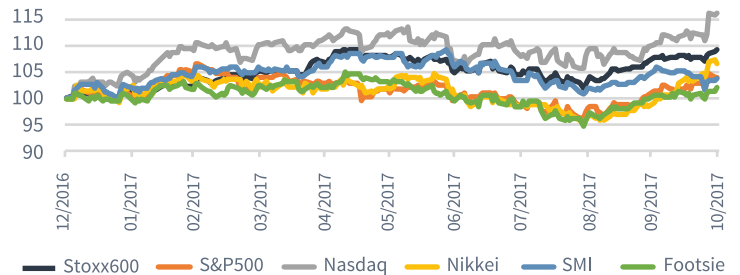


Actions



En octobre, les marchés d'actions ont poursuivi leurs tendances haussières. Les organismes de prévisions économiques ont révisé en hausse les perspectives de croissance pour 2017 et plus encore pour 2018, notamment en zone Euro, confortant la confiance des investisseurs dans la pérennité du cycle en cours. Il est désormais acquis que la BCE restera accommodante jusqu'en septembre 2018 pendant que la FED durcira sa politique

Performances comparées en 2017 et en Euros des grands indices d'actions (Base 100 = 30/12/16)

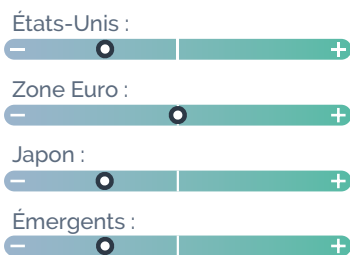
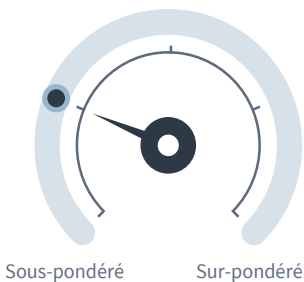


Sources : Bloomberg, WeSave

monétaire, c'est pourquoi le rebond du Dollar a accéléré, bénéficiant notamment aux sociétés exportatrices japonaises et européennes. Les publications trimestrielles sont plutôt rassurantes, tant pour les chiffres d'affaires que pour les bénéfices, et les discours des dirigeants restent assez optimistes et constructifs. Nous maintenons notre surpondération sur les actions mais nous prenons des bénéfices sur les sociétés technologiques.

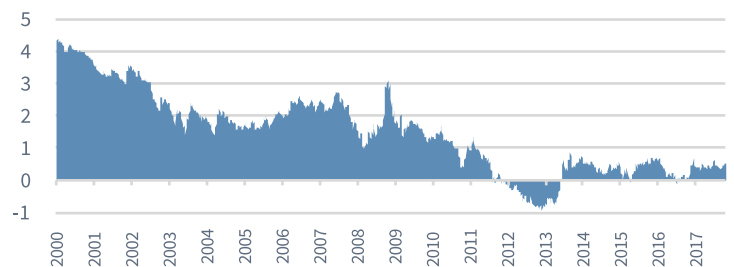


Obligations souveraines



La BCE a finalement indiqué qu'elle réduirait en 2018 ses achats mensuels d'obligations de 60Mds € à 30Mds €, qu'ils perdureront au moins jusqu'en septembre 2018, et qu'un statu quo prolongé s'ensuivrait sur la taille de son Bilan. Pour sa part, la FED durcira graduellement sa politique monétaire mais désormais, du fait de l'importance des renouvellements en cours, l'incertitude porte sur les prochains dirigeants de l'institution. Les banques

Rendement des obligations américaines à 10 ans indexées sur l'inflation (en %)



Sources : Bloomberg, WeSave

centrales étant vouées à être moins interventionnistes sur les marchés obligataires et quelques signes d'accélération de l'inflation apparaissant, les rendements des obligations souveraines ont poursuivi leurs hausses en octobre. Malgré cela, la faiblesse persistante des rendements des obligations d'Etat nous incite à demeurer sous-pondérés sur cette classe d'actifs. En revanche nous sommes plus favorables aux obligations indexées sur l'inflation.

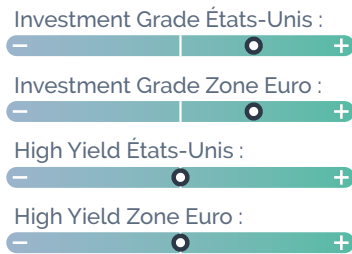


Obligations d'entreprises



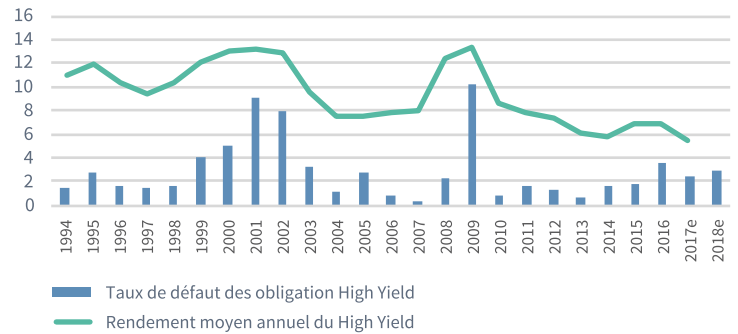
Sous-pondéré

Sur-pondéré



Le contexte reste favorable pour les porteurs d'obligations d'entreprises. Les entreprises bénéficient en effet d'une conjoncture économique et financière favorable. Le raffermissement de la croissance aide à dégager des bénéfices, et donc de la trésorerie pour rembourser les créanciers. De plus, les politiques monétaires accommodantes des dernières années ont écrasé les taux d'intérêt, permettant de réaliser des économies de frais financiers, d'où des Bilans sains. La principale incertitude

Rendement et taux de défaut des obligations High Yield (en %)



Sources : JP Morgan, Bloomberg, WeSave

provient des fluctuations de devises qui altèrent la prévisibilité des résultats futurs. Si une remontée des taux souverains peut pénaliser par contagion les entreprises, les fondamentaux justifient de privilégier plutôt ces dernières dans les allocations obligataires. Les obligations à haut rendement (« High Yield ») nous semblent en revanche offrir de trop faibles rendements par rapport aux risques de défauts.



Devises



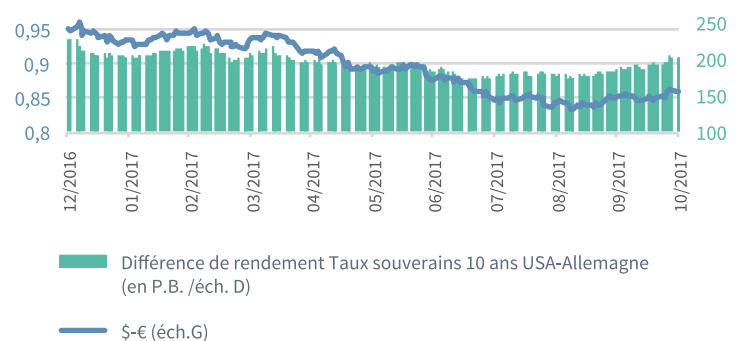
Sous-pondéré

Sur-pondéré



La parité Euro-Dollar semble être à nouveau sous l'influence des différences de politiques monétaires transatlantique. Il est désormais acquis que la FED durcira sa politique monétaire alors que la BCE restera durablement accommodante, d'où l'appréciation du Dollar. Ces facteurs monétaires ont été accentués par des arguments politiques. Une coalition incertaine en Allemagne, les velléités indépendantistes en Catalogne et des élections à venir au printemps 2018 en Italie

\$-€ et différentiel de rendement entre les taux souverains 10 ans USA et Allemagne



Sources : Bloomberg, WeSave

ont pénalisé l'Euro en relatif. Pendant ce temps, D.Trump semble être plus constructif avec le Congrès américain, tant sur le Budget que sur la dette, et une baisse de l'impôt sur les sociétés est même possible. En dépit d'un reflux de -1.42% en octobre, l'Euro affiche toutefois encore un gain de +10.74% contre Dollar en 2017. Parce que ces facteurs pourraient durer, une poursuite du rebond du Dollar est vraisemblable.

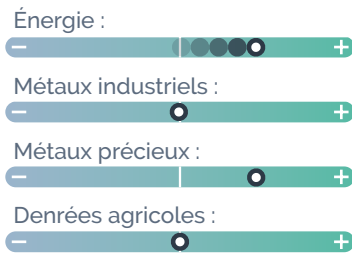


Matières premières



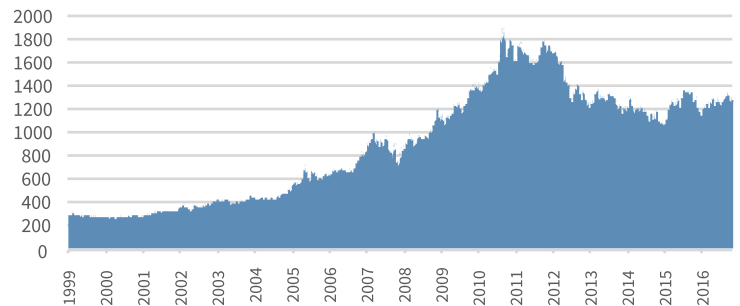
Sous-pondéré

Sur-pondéré



Les ouragans, mais aussi les efforts persistants consentis par l'OPEP afin de limiter la production pétrolière mondiale ont favorisé une nouvelle hausse des prix du pétrole, le Brent dépassant même à nouveau les 60\$. De plus, cette tendance s'appuie sur une demande de pétrole solide car l'ensemble des zones est en croissance. Les prix des métaux industriels évoluent actuellement de façon erratique car des incertitudes persistent quant aux stocks déjà constitués par

Evolution des cours de l'Or (en \$)



Sources : Bloomberg, WeSave

la Chine, aux fermetures envisagées de sites de productions, et à l'éventuelle inflexion de politique économique du pays suite au 19ème Congrès du Parti Communiste. Le rebond du Dollar a favorisé un repli de l'or à des niveaux pouvant être mis à profit pour renforcer les expositions car quelques signes d'accélération de l'inflation nous semblent apparaître. Nous passons de Neutre à Achat sur les matières premières.

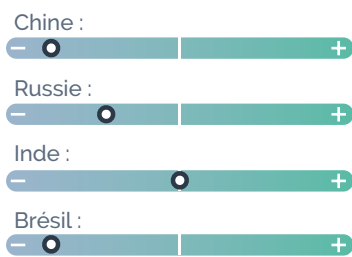


Émergents



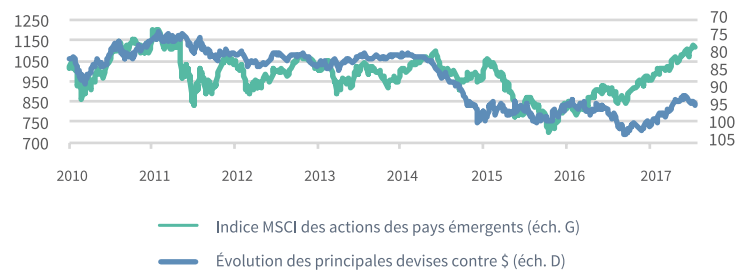
Sous-pondéré

Sur-pondéré



La forte performance des actifs émergents depuis le début d'année, mais aussi le retournement haussier du Dollar, expliquent que les investisseurs aient pris des bénéfices sur les émergents en octobre, conduisant à la sous-performance de ces actions, et même au repli des obligations. Les dettes des entreprises émergentes étant souvent libellées en Dollar, toute hausse du Dollar entraîne des frais financiers additionnels pour ces entreprises, dégradant alors leur solvabilité ou leur capacité d'emprunt. Par ailleurs, beaucoup

Lien entre le comportement des actions émergentes et les devises

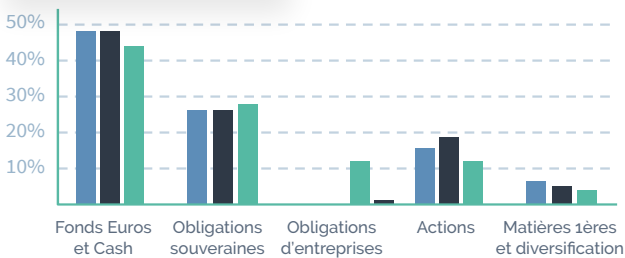
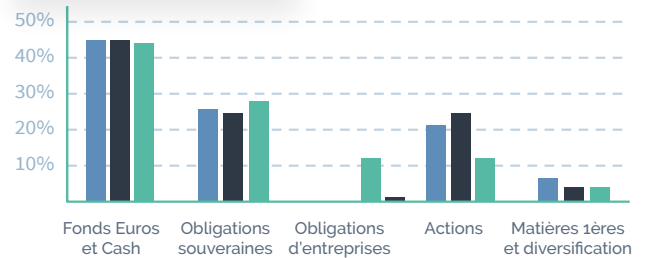
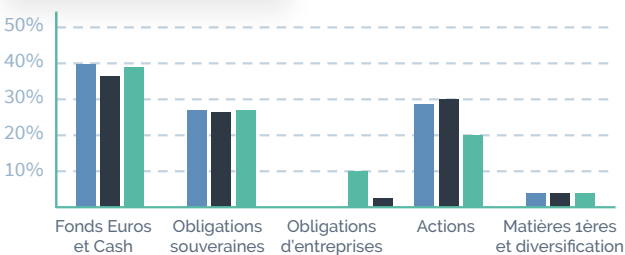
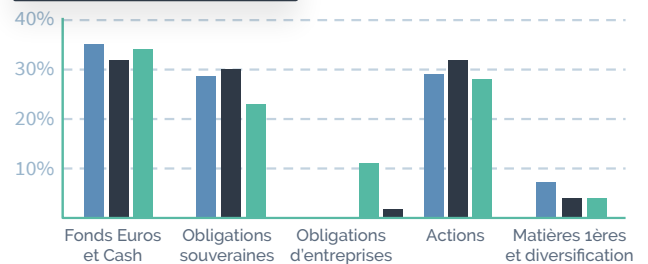
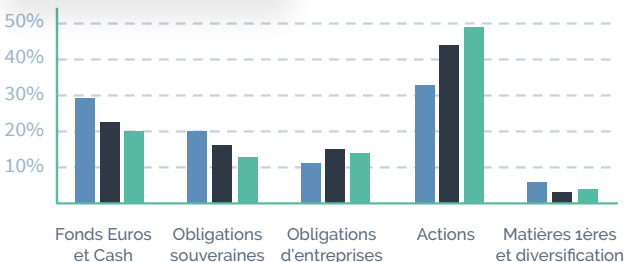
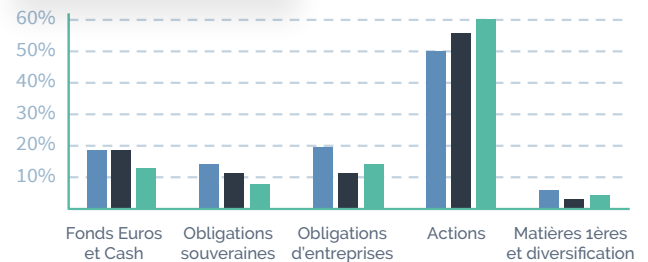
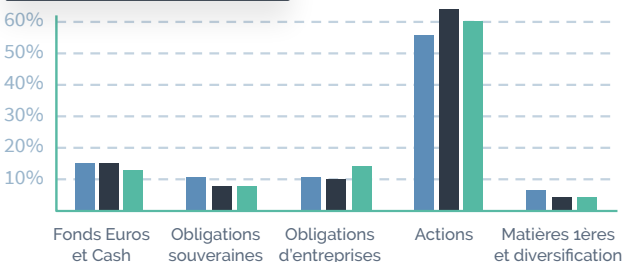
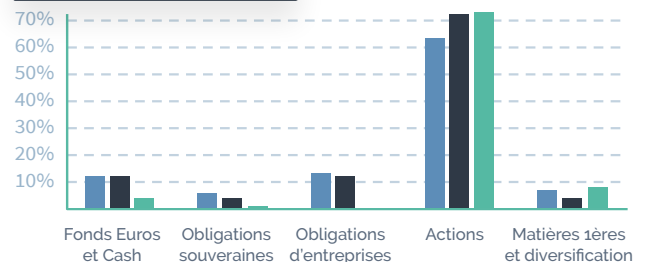
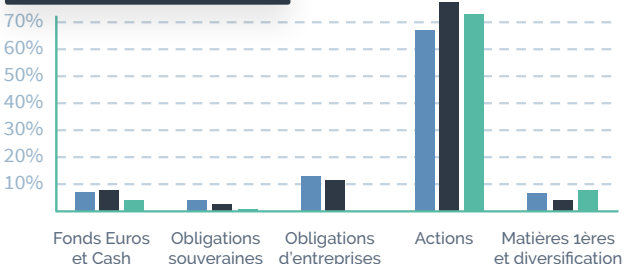
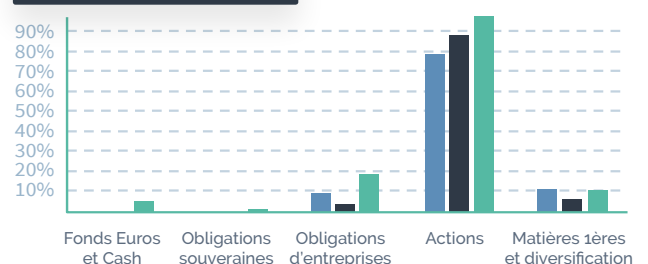


Sources : Bloomberg, WeSave

de devises émergentes ont des cours indexés sur les fluctuations du Dollar, la hausse du Dollar affectant alors la compétitivité des entreprises de ces pays. Enfin, certains investisseurs s'inquiètent de ce que la Chine a soutenu artificiellement sa croissance en 2017 (cf. Congrès du Parti Communiste) et que sa politique économique à venir soit incertaine. Une sous-pondération tactique des émergents semble préférable.

Novembre 2017

Comparatifs d'allocations entre Oct 2017, Nov. 2017 et la stratégie long terme. ■ Nov 2017 ■ Oct 2017 ■ Allocation long-terme

Profil 1 - Prudent**Profil 2 - Prudent****Profil 3 - Défensif****Profil 4 - Défensif****Profil 5 - Équilibré****Profil 6 - Équilibré****Profil 7 - Offensif****Profil 8 - Offensif****Profil 9 - Agressif****Profil 10 - Agressif**



Comment bien analyser son contrat d'assurance-vie ?

Vous êtes nombreux à vous interroger quant à la qualité des contrats d'épargne que vous détenez chez des acteurs traditionnels. Il n'est pas si facile d'avoir du conseil « objectif » de la part de votre banquier tant il voudra placer des produits dont les frais peuvent nuire à la performance de votre contrat. Cet article vous présente les piliers essentiels pour bien analyser vos investissements dans des contrats d'assurance-vie.

Avant de rentrer dans les détails de vos supports d'investissements, il est important de rappeler que l'analyse de votre contrat repose essentiellement sur votre profil d'investisseur (en fonction de votre capacité et de votre appétence au risque).

L'étude de votre contrat d'assurance-vie repose sur quatre axes fondamentaux : votre allocation d'actifs, la performance de vos investissements, les risques associés à votre portefeuille ainsi que les frais que vous payez pour la tenue de votre contrat et la gestion de vos actifs.

Comment votre allocation d'actifs peut déterminer votre profil de risque ?

À partir de la répartition de vos investissements,

vous pouvez d'ores et déjà déterminer la part garantie et celle risquée. Cette première étape est nécessaire pour identifier votre profil d'investisseur. Cette identification est complétée par l'analyse des investissements de votre contrat selon le degré de risque qu'ils représentent. Enfin, l'analyse des supports d'investissements que vous avez fait va vous permettre de réaliser l'attente implicite que vous avez de vos investissements.

Nos conseils pour analyser votre allocation d'actifs :

- Analysez votre profil de gestion. La part de votre épargne qui est garantie permet de définir le contour de votre profil de risque. Moins vous mettez de fonds en euros dans votre allocation, plus votre profil de risque devient agressif.
- Analysez votre stratégie d'investissement. Au sein des unités de compte, la répartition entre actifs plus ou moins risqués permet d'analyser votre stratégie d'allocation d'actifs.
- Analysez vos supports d'investissement. La part des fonds actifs dans votre allocation permet de connaître votre appétence à chercher de la

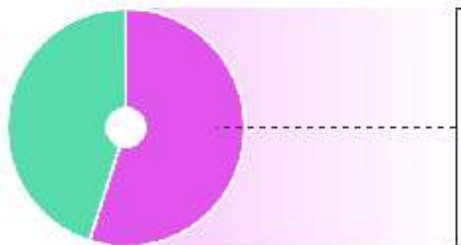
Allocation pour un profil prudent

Fonds en Euros

45%

Unités de Compte

55%



Fonds faiblement ou modérément risqués (au moins)

51%

Fonds risqués (au plus)

49%



Le pourcentage de **fonds en euros** peut varier de +/- 10% selon la vision tactique WeSave.

La part de fonds en euros, comme la part en unités de compte, n'est pas garantie en capital.

Les **fonds faiblement ou modérément risqués** correspondent au fonds dont le **SRRI est inférieur à 4**.

Les **fonds risqués** correspondent au fonds dont le **SRRI est supérieur à 4**.

Sources : WeSave

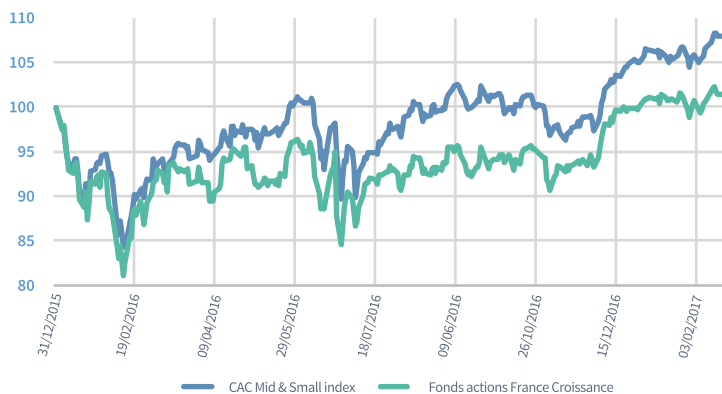


surperformance par rapport aux marchés financiers ou si vous souhaitez investir dans les marchés sans particulièrement chercher à les surperformer.

La performance réalisée par vos investissements est-elle en adéquation avec la performance attendue par votre profil d'investisseur ?

L'analyse de votre performance repose notamment sur le profil de risque que vous avez défini, il est donc important de répondre le plus honnêtement possible à votre questionnaire de risque (comme celui présent sur le simulateur de WeSave) afin de pouvoir comparer vos investissements à ceux qui devraient être réalisés dans le cadre d'un portefeuille cible correspondant à votre profil de risque recommandé.

Comparaison d'un fonds actions France croissance avec son indice de référence



Sources : Bloomberg, WeSave

Nos conseils pour analyser la performance de vos investissements :

- Analysez les performances passées de votre allocation. La performance attendue de votre contrat est fortement liée à votre allocation actuelle.

- Analysez la performance de vos fonds. Comparez la performance de vos fonds avec leurs indices de référence. Seulement 20 % des fonds actifs battent leur indice de référence. Avez-vous investi dans ces fonds ? Nous vous conseillons par ailleurs d'investir dans des fonds passifs ou ETF.

- Analysez votre performance anticipée. En fonction du projet défini et de votre objectif (horizon d'épargne et montant à atteindre), vous pouvez étudier sa faisabilité grâce à la performance espérée de votre allocation.

Connaissez-vous réellement les risques auxquels s'exposent vos investissements ?

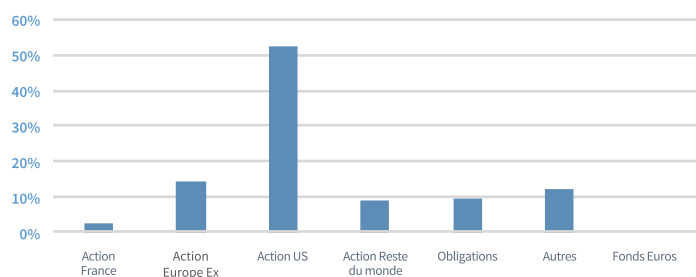
Pour bien analyser les risques de vos investissements, commencez par examiner les risques de pertes auxquels vous êtes exposés. Pour cela, utilisez l'historique de valorisation de votre contrat pour mesurer les pertes réalisées par le passé d'une allocation similaire à la votre ainsi que les pertes potentielles auxquelles vous êtes exposés à horizon 1 an.

Par ailleurs, les sources de risque au sein de vos classes d'actifs sont aussi importantes à étudier. En effet, chacune des classes d'actifs participe différemment au risque total de votre contrat. Il est donc nécessaire de bien identifier les classes d'actifs qui participent fortement au risque du contrat pour mieux gérer son portefeuille.

Enfin, « mesurez » le degré de diversification de vos investissements. Il est en effet conseillé de ne pas concentrer votre épargne sur une seule classe d'actifs, afin de diminuer les risques en cas de baisse des marchés.



Contribution à la volatilité de chacune des classes d'actifs



Source : WeSave

Nos conseils pour analyser les risques auxquels s'exposent vos investissements:

- Analysez des mesures de risques clés. Surveillez les niveaux de pertes passées (Maximum Drawdown) et envisagées (Expected Shortfall) de votre allocation.

- Analysez les sources de risque. Il s'agit de la contribution de chacune des classes d'actif au risque (volatilité dans la majorité des cas) de votre contrat.

- Analysez la diversification de vos investissements. Il existe plusieurs ratios pour

mesurer la qualité de la diversification de votre épargne dont l'indice Herfindahl, par exemple.

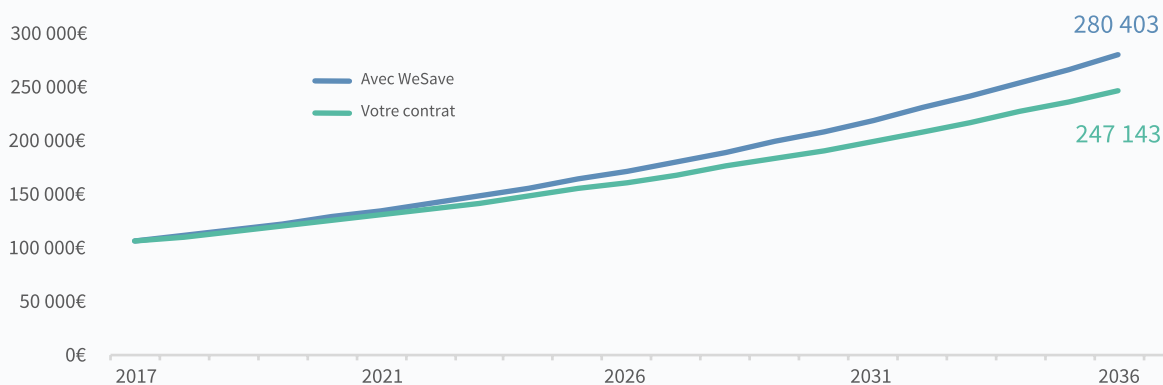
Les frais liés à votre contrat et vos investissements sont-ils trop importants ?

Dans un premier temps, analysez les frais qui sont liés uniquement à la gestion de votre contrat. En effet, les acteurs traditionnels prélèvent en moyenne jusqu'à 5 % de frais sur votre contrat. Il s'agit des frais d'entrée ou de sortie, des frais d'arbitrages ainsi que des frais liés à un éventuel mandat d'arbitrage.

Ensuite, examinez les frais de gestion internes aux unités de compte dans lesquelles vous êtes investis. Ces frais sont souvent négligés par les investisseurs mais leur impact est fort sur le long terme.

Enfin, comparez l'ensemble des frais prélevés sur votre contrat avec les frais totaux prélevés par WeSave sur ses contrats.

Comparaison de 2 contrats d'épargne avec même hypothèse de croissance annuelle (6.53%)



Source : WeSave



Nos conseils pour analyser les frais que vous payez :

- Analysez les frais de votre contrat. Il s'agit des frais prélevés par votre banquier : frais de versements, de dossier, d'arbitrages et les frais liés à votre mandat de gestion.

- Analysez les frais internes aux fonds que vous utilisez. Chacun des fonds sur lesquels vous êtes investis commissionne des frais de gestion. Les frais les plus élevés concernent les fonds actifs. Ils s'élèvent à environ 2 % contre 0.3 % pour les fonds passifs.

- Analysez les frais totaux liés à votre contrat. Comparez les frais totaux que vous payez avec les frais prélevés par Wesave.

En conclusion, notre conseil pour bien analyser son contrat d'assurance-vie est de se focaliser sur l'allocation de votre portefeuille (vérifier si vous

respectez bien votre profil de risque), sur la performance de vos investissements (favoriser les fonds passifs ou ETF), sur les risques auxquels s'expose votre contrat (surveiller les pertes réalisées et envisagées) et enfin les frais totaux que vous payez (faire attention aux frais internes « cachés » des fonds actifs).

Vous pouvez vite vous rendre compte que l'analyse d'un contrat n'est pas une tâche simple à réaliser surtout si vous manquez de données relatives aux fonds que vous avez choisis. C'est pour cela que WeSave a développé pour vous un agrégateur de compte qui permet bien plus que de la visualisation de solde de compte sur une même plateforme. En effet, WeLearn, notre solution d'agrégation de compte, est aussi capable d'analyser tous vos contrats d'assurance-vie et vous apporter les recommandations nécessaires pour améliorer le comportement de votre épargne.

Souscrivez dès maintenant à la version bêta sur <https://getwelearn.fr>

wesave.fr
investissons l'avenir

Contactez un conseiller au 01 80 49 70 00

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h et le samedi sur RDV

Ou par email à conseiller@wesave.fr

Achévé de rédiger le 31 Octobre 2017 - © 2017 WeSave . Tous droits réservés . Conseiller en Investissement Financier, régulé par l'AMF

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de Anatec, SAS au capital de 61 795 €, dont le siège social est situé 8 rue du sentier 75002 PARIS, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 (www.orias.fr) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 61 rue Taitbout 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.